
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 22/2 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.2.59421

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Horst CARL, *Okkupation und Regionalismus. Die preußischen Westprovinzen im Siebenjährigen Krieg*. Mainz (Philipp von Zabern) 1993, 489 S.

Ce gros livre, accompagné d'une belle carte sur les différents territoires dans le Nord-Ouest allemand, est la publication intégrale de la thèse (Dissertation) soutenue à l'université de Tübingen pendant le semestre d'hiver de 1989/90 sous la direction de Volker Press. H. Carl tente d'examiner la pratique d'occupation de la France et de l'Autriche et les conséquences de celle-ci sur les provinces prussiennes de l'Ouest pendant et après la Guerre de Sept Ans. Ce sujet l'entraîne forcément et principalement sur le terrain de l'histoire classique, celle de la politique, de la diplomatie, de l'administration et de l'armée. Le choix du sujet, ou plutôt l'aire géographique constitue en elle-même un énorme défi puisqu'elle est morcelée en plusieurs territoires, situés à l'Ouest de la Weser, dont les systèmes politiques, sociaux et culturels se distinguent les uns des autres. Leur seul point commun consiste en leur appartenance au royaume de Prusse qui, lui, est fort éloigné à l'Est. Autre particularité: la durée de l'appartenance à la Prusse. Elle remonte à 1609/14 pour le duché de Clèves et les comtés de Mark et de Ravensberg (ce dernier n'étant définitivement attribué qu'en 1647 et 1666), à 1648 pour l'évêché de Minden, à 1702 pour la principauté de Moers et le comté de Lingen, à 1707 pour le comté de Tecklenburg, à 1713 pour le duché de Gueldres et à 1744 pour la principauté de la Frisonie de l'Est (p.21). Bien entendu, ces provinces forment cinq taches territoriales éparpillées sur l'inextricable échiquier de l'Empire. A l'éparpillement de ces provinces s'ajoute l'extrême hétérogénéité de leurs structures politiques, économiques, sociales, confessionnelles et culturelles. L'auteur a raison de souligner, après tant d'autres, la différence de ces provinces par rapport à la Prusse sur le plan des structures agraires et seigneuriales. A l'Est de l'Elbe règne la *Gutsherrschaft* (seigneurie domaniale) qui réduit le statut du paysan à presque rien, tandis qu'à l'Ouest domine la *Grundherrschaft*, l'exploitation indirecte par le biais des censives et du bail emphytéotique, qui procure au paysan une situation juridique nettement plus avantageuse par rapport au paysan-serf de l'Est. Certes, les villes de l'Ouest n'ont pas la taille de Magdebourg, Königsberg, Breslau ou Berlin, mais l'urbanité des paysages de l'Ouest y est plus avancée. H. Carl continue à relever les autres différences essentielles, qu'il s'agisse de l'avance du commerce et de l'industrie (Krefeld, Wuppertal ou Bielefeld par exemple), de la proximité des riches Provinces-Unies dont les valeurs bourgeoises furent propagées vers l'Est par Clèves, de la participation à l'administration municipale et régionale par les élites aristocratique et roturière, le rôle des états provinciaux, etc. Il ressort de tous ces facteurs que les liens de ces provinces plus ou moins récemment acquises étaient tenus avec la Prusse lorsque la guerre éclate en 1756 avec l'attaque prussienne contre la Saxe neutre. Le fameux renversement des alliances fait que les ennemis de toujours, France et Autriche, combattent ensemble (avec la Russie) contre la Prusse et l'Angleterre. Les troupes françaises (quelque 100 000 hommes) envahissent en 1757 les provinces prussiennes exposées à l'Ouest, semant le cortège de malheurs que les sujets connaissent toujours en pareille situation: contributions, réquisitions, exactions, destructions et corvées de toute sorte (pour transports, fortifications). Contrairement aux guerres précédentes se pose très vite un nouveau problème pour les envahisseurs. La guerre s'enlise ce qui change les données de la stratégie initiale: il ne s'agit donc plus d'une invasion militaire, mais d'une occupation de territoires à laquelle ni les Autrichiens, ni les Français n'étaient préparés, car ils ne les considéraient que comme monnaie d'échange dans les vrais enjeux territoriaux (p.58-59). Ensuite, H. Carl se penche sur l'administration d'occupation de l'Autriche et ne manque pas de signaler les intérêts personnels que Kaunitz porte sur la Frisonie de l'Est. L'alliance franco-autrichienne s'avère très vite fragile et les conflits surgissent autour de la gestion des finances. L'auteur décrit très bien les intérêts divergents entre les Français et les Autrichiens. Ces derniers veulent instaurer une administration civile et, par conséquent, limiter les excès financiers demandés aux territoires occupés. Les premiers au contraire, dont les troupes opèrent pour le compte des Autrichiens reconnus souverains par la France, veulent s'emparer de toutes les richesses des pays concernés

afin de non seulement nourrir les troupes, mais aussi financer une grande partie de l'effort de guerre. Au bout de deux ans d'incertitude, les Français obtiennent gain de cause (convention du 30 mars 1759), c'est-à-dire l'attribution de la manne financière (p. 113) et l'empreinte autrichienne s'efface progressivement dans les provinces étudiées. Ceci n'empêche pas H. Carl de traiter l'action administrative de l'Autriche dans les terres occupées, par exemple le problème du serment des fonctionnaires prussiens qui s'exposaient au reproche d'avoir collaboré avec l'ennemi une fois la guerre terminée. En effet, le roi de Prusse fut parfois sévère et statua un exemple dans certains cas après 1763. De toute façon, les fonctionnaires prussiens ayant quitté leur province menacée, ce sont quelques membres des élites régionales respectives (nobles et roturiers), réunies dans les *Landesdeputationen* créées ad hoc, qui affrontent l'occupant français et ses exigences exorbitantes. L'enquête de H. Carl bascule alors dans le camp français et décortique minutieusement (p. 148–243) l'occupation militaire des provinces prussiennes sans oublier de regarder la politique intérieure française pleine d'intrigues et de méchants coups bas entre les protagonistes. D'ailleurs, l'auteur n'omet de faire cet exercice ni pour l'Autriche, ni pour la Prusse. Tout concourt à un résultat accablant: la mauvaise organisation, l'incompétence des intendants, la rivalité entre les généraux aboutissent à un mauvais approvisionnement des troupes, ce qui entraîne évidemment de nombreuses exactions de la part des soldats envers la population, dont la plus tristement célèbre fut celle commise en Frisonie de l'Est en septembre 1761 sous le commandement du marquis de Conflans, âgé de 25 ans et fils du marquis d'Armentières. D'ailleurs, cette exaction provoqua la seule résistance armée de la part des paysans durant toute la Guerre, culminant dans la bataille de Loga à laquelle participaient quelque trois mille campagnards (p. 235). A quelques nuances près, ce dysfonctionnement structurel se répétera presque quarante ans plus tard, lorsque les troupes révolutionnaires occuperont les pays rhénans entre 1794 et 1798. Le travail de H. Carl met alors le doigt sur les effets pervers d'une occupation militaire d'Ancien Régime. Bien évidemment, les contributions et réquisitions s'abattent sur les pays qui déboursent les sommes les plus importantes durant les premières années (1757–1759).

Afin d'obtenir les sommes exagérées, les exécutions militaires et la prise d'otages parmi les élites sont souvent employées. A cette pratique somme toute habituelle s'ajoute celle, néfaste, de l'achat de charges en France qui privatise une partie de l'effort de guerre. Les fournisseurs de munitions, d'habits, d'aliments et autres produits doivent non seulement retrouver leur mise de fonds, mais veulent surtout dégager d'importants bénéfices. Il ne faut pas oublier non plus les généraux qui, eux-aussi, ont acheté leur charge et lorgnent vers un enrichissement personnel en pays ennemi. Les plus performants semblent avoir été Voyer d'Argenson et Grolhier (p. 219). Tout ceci mène tout droit et inéluctablement vers le phénomène de la corruption et vers l'escalade de l'extorsion de fonds dans les régions occupées. Tous les moyens sont bons pour extorquer de l'argent. L'auteur passe en revue les »traitements« et »gratifications«, les pots-de-vins, les »rachats« – les officiers absents pendant les quartiers d'hiver vendaient leur part de fourrage à l'armée payée par la caisse des contributions, c'est-à-dire par les pays occupés, autrement dit: ces derniers payaient le fourrage qu'ils livraient à l'occupant! –, les sauegardes, les chantages, la coopération mafieuse entre officiers et fournisseurs, les garde-magasins véreux et bien d'autres combines imaginées à tous les échelons de l'institution militaire. L'auteur n'est pas avare en nous fournissant de nombreux exemples édifiants. Et pourtant, il constate avec étonnement que les Français ne sont pas toujours mal vus (p. 238). La culture française jouit indéniablement d'une grande faveur au sein des élites régionales sur la rive gauche du Rhin, qui invitent les officiers à leurs soirées ou parades comme à Wesel, Krefeld siège du quartier général pendant l'hiver 1758/59 ou à Clèves. Dans certains cas, l'attrait des officiers français est tel que des mariages se concluent à Clèves. J'ai pu constater pour le très catholique duché de Gueldres que le taux des naissances illégitimes, généralement très bas durant tout le 18^e siècle (0,6 %), s'élève sensiblement pendant la période de l'occupation (2,5 %), la séduction des mâles militaires a fait succomber

plus d'une fille du peuple gueldrien, liaison d'une ou de plusieurs nuits que le soldat français du cru n'a voulu prolonger dans les liens d'un mariage de misère.

Face à cette situation extrême, l'ancien souverain et ses fonctionnaires abandonnent les provinces occupées à leur sort, son attitude est ambiguë et s'inscrit dans le désintérêt prussien pour l'Ouest, qui se fait jour depuis 1740 (attaque de la Silésie afin d'arrondir la Prusse centrale). H. Carl fait bien ressortir (p. 244–319) les limites du centralisme bureaucratique dans la Prusse morcelée et le dilemme dans lequel le roi plonge ses fonctionnaires et les membres des états provinciaux en abandonnant ses provinces à ses adversaires. L'auteur constate avec justesse que les élites régionales, obligées de traiter avec les ennemis, acquièrent une nouvelle force, notamment les états provinciaux de Clèves, Moers et Mark, alors que ceux de la Frisonie de l'Est et du Gueldres maintiennent leur autonomie qu'ils possédaient déjà avant la crise. L'auteur se penche ensuite sur les conséquences matérielles de la guerre après 1763 (p. 320–376) puisque les pertes en hommes et en bétail et les dettes sont énormes; elles varient cependant selon les provinces, dont les plus touchées sont celles de Clèves et de Mark, dont la population aurait diminué respectivement de 15 et de 14 %, Minden-Ravensberg, Lingen-Tecklenburg encore 10 %, Moers 8 % et Gueldres seulement 3 %, tandis que la Frisonie de l'Est n'aurait subi aucune perte démographique (p. 321). En fait, la transcription des données démographiques de l'époque pré-statistique constitue un danger à laquelle l'auteur aurait dû apporter plus de soins. Mais c'est ici que l'on touche au point faible de la recherche allemande qui n'a pu, ni voulu s'engager dans l'investigation démographique (et d'autres méthodes d'approche moderne pratiquées en France et dans les pays anglosaxons), si bien qu'il nous manque une base sérieuse sur l'évolution démographique de nombreux pays allemands. Je serais injuste de reprocher ce retard à H. Carl qui a puisé les rares données démographiques là où elles se trouvaient. La réduction du bétail est impressionnante, elle me semble cependant exagérée (ce que l'auteur admet également, p. 327), car je soupçonne les administrateurs locaux d'avoir grossi les pertes afin d'obtenir des allègements fiscaux. Il y eut aussi des épizooties qui ont décimé le cheptel, et non la guerre seule. Il n'empêche que le tribut fut lourd pour les paysans, d'autant qu'ils avaient dû, en plus, fournir les fourrages et effectuer de très nombreux transports qui les éloignaient de leur foyer pendant plusieurs semaines parfois. Autant dire que ces corvées hypothéquaient les récoltes à venir. Par ailleurs, l'inflation a frappé la population à la fin de la guerre, mais pas seulement dans les provinces au-delà du Rhin, comme H. Carl prétend p. 339–340. Les provinces rhénanes connaissent également des pointes de prix affolantes, non seulement en 1757, mais à nouveau en 1762–63, les prix des céréales à Cologne, Mayence, Trèves, Lövenich ou Xanten en sont la preuve. Enfin, comment évaluer toutes ces pertes et tous ces efforts en argent? H. Carl tente de les chiffrer à la suite des fonctionnaires nommés pour cette tâche très difficile. Bien entendu, l'endettement est très lourd, mais il varie à nouveau selon les provinces plus ou moins touchées par les faits de guerre et par l'occupation. L'auteur donne une analyse très pertinente de la tentative de mise en ordre des finances publiques dans les différentes provinces et souligne les limites de la politique prussienne, d'autant qu'elle augmente le poids de sa fiscalité. L'échec de la régie de l'accise en 1766 (avec des fonctionnaires français!) et l'édit monétaire du 29 mars 1764 entraînent l'écartement des provinces de l'Ouest de l'espace économique et monétaire de la Prusse, renforçant un peu plus leur mouvement vers une sorte d'autonomie relative qui est la plus avancée en Frisonie de l'Est et en Gueldres. En somme, le travail très nuancé de H. Carl est exemplaire et très riche en informations précises. On est impressionné par la richesse bibliographique et archivistique de son étude qui constitue, à mon avis, un ouvrage de référence pour cette «période française» en terre allemande jusqu'alors mal connue.

Josef SMETS, Pérols